

Les soldats autochtones canadiens pendant la Seconde Guerre mondiale

Le Canada déclare la guerre à l'Allemagne le dimanche 10 septembre 1939 et pour la seconde fois les autochtones répondent à l'appel.

Plus de 12.000 Amérindiens canadiens sont enrôlés durant les deux conflits (proportion beaucoup plus grande que le reste de la population canadienne). Officiellement 500 furent tués lors des combats.

Un rapport officiel de la division des Affaires Indiennes indique que 3.500 Amérindiens (2,8% des 126.000 Amérindiens inscrits au recensement) ont participé à la Seconde Guerre mondiale. Comme pour la Première Guerre mondiale, ce nombre est sans aucun doute plus élevé étant donné la non prise en compte des non-inscrits et des Métis.

En dépit du mécontentement exprimé par les anciens combattants autochtones pendant l'entre-deux-guerres, un vent de patriotisme souffle sur le Canada. Des soldats autochtones figurent parmi les victimes tombées à Hong Kong, en Sicile, en Italie et à Dieppe. D'autres escortent des convois dans la bataille de l'Atlantique et font partie d'équipages de bombardiers et de chasseurs. Certains prennent part au débarquement du jour J avec la 3e Division d'infanterie canadienne et aux campagnes de Normandie et de l'Europe du Nord-Ouest.

Les différentes motivations d'être volontaire pour défendre le Canada pendant les deux Guerres mondiales sont aussi variées que le sont les populations autochtones. Lawrence Martin, un Ojibway du groupe de Red Rock au Nord de l'Ontario, compte de nombreux membres de sa famille ayant servi dans les deux guerres mondiales. Son oncle a trouvé la mort à Passchendaele et son père a été blessé deux fois pendant la Première Guerre mondiale. En 1939, il touche un maigre salaire comme ouvrier agricole. « Alors je me suis dit qu'un dollar et demi par jour serait mieux que ce que je gagnais à la ferme et puis je serais nourri et vêtu, alors, j'ai bien réfléchi. »

Pour certains soldats autochtones, le service militaire est une aventure, une possibilité de manifester leur loyauté envers le Roi et la Reine. Le chef Walking Eagle de Rocky Mountain House, en Alberta, incarne ce sentiment lorsqu'il déclare : « Chaque Indien au Canada se battra pour le roi George ». Pour d'autres, ce sera l'occasion de perpétuer la tradition du guerrier ou de se libérer du climat suffocant qui règne dans les réserves. Pour un grand nombre de recrues remplies d'espoir, le service militaire représente une chance d'échapper au chômage.

Au début de la guerre, la Marine royale du Canada, l'Aviation royale du Canada et l'Armée canadienne se montrent sélectives envers les candidats à l'enrôlement.

L'Aviation royale du Canada applique des standards d'instruction élevés et n'accepte pas les candidats d'origine ethnique.

Restrictions ou pas, les Autochtones s'enrôlent massivement. De nouveau, un sentiment d'égalité se développe au sein des forces canadiennes, attribuable en partie à l'entraînement commun et à la camaraderie.

Mais le retour ne fut pas des plus joyeux. Les anciens combattants indiens fraîchement rapatriés au Canada, n'étaient admissibles aux prestations d'anciens combattants que s'ils abandonnaient leur statut d'Amérindien. Dans d'autre cas, ils constataient qu'en leur absence, l'agent régional des affaires indiennes avait supprimé leur nom de la liste des membres de la réserve, pire certains avaient perdu leurs terres au profit d'anciens combattants « blancs ».



Les frères Lainé, de la réserve huronne Wendat, à Wendake, au Québec

Ne sachant pas si elle allait revoir tous ensemble ses fils vivants, leur mère a saisi l'occasion de prendre cette photo de groupe. De gauche à droite : Joffre (qui a servi auprès de l'armée américaine), Fernand, Robert et Jean-Baptiste.

Les quatre frères ont survécu à la guerre.

Photo gracieusement fournie par Denis Lainé

Des femmes autochtones servent aussi, celles-ci notent l'esprit de camaraderie qui transcende les barrières ethniques. Dorothy Asquith, une Métisse qui sert dans le Corps auxiliaire féminin de l'Aviation royal canadienne écrit : « La discrimination? Tout le monde était tellement engagé dans tout ce qui entourait la guerre que personne n'avait de temps pour ce genre de mesquineries ».



Soldat Mary Greyeyes, une Crie de Muskeg Lake, nation Crie, Service féminin de l'Armée canadienne.
Bibliothèque et Archives Canada (PA-129070)



Le soldat autochtone le plus connu du XX^e siècle est peut-être Thomas George Prince, qui s'est distingué sur les champs de bataille d'Italie et de France pendant la Seconde Guerre mondiale. Né dans une famille nombreuse du Manitoba, Prince débute sa carrière militaire comme sapeur dans le Corps royal du génie canadien. Il s'entraîne avec la 1st Canadian Special Service Force et devient parachutiste. En 1944, Prince part en Italie avec la « brigade du diable ». Lors d'une mission, il reçoit l'ordre d'assurer la surveillance d'une ferme abandonnée située à 200 mètres des lignes ennemies. En communication avec son bataillon grâce à 1.400 mètres de fil téléphonique, Prince transmet ses rapports périodiques sur les positions de l'artillerie. Lorsque la ligne de communication est coupée par les bombardements ennemis, Prince s'habille en fermier et fait semblant de sarcler son champ. Il suit pas à pas les fils, localise les ruptures, répare et reprend la transmission de ses rapports. Il répare ainsi plusieurs fois la ligne pendant sa mission. Les informations qu'il transmet permettent de détruire quatre positions allemandes et Prince sera décoré de la Médaille militaire. Six mois plus tard, l'unité de Prince est stationnée dans le Sud de la France. Avec un autre soldat ils passent derrière les lignes ennemies pour y repérer l'emplacement d'un camp ennemi ainsi que de ses pièces d'artillerie. Pour faire leur rapport, ils marchent 70 kilomètres. Pour cet acte de courage, Prince sera recommandé pour la Silver Star décoration américaine accordée pour bravoure au combat. Une fois les combats terminés, Prince est appelé à Londres par le roi George VI, qui lui remet la Silver Star avec ruban au nom du Président des États-Unis. Il n'y eu que 59 Canadiens décorés de la Silver Star et seulement 3 détenaient la Médaille militaire.

Archives of Manitoba, Prince, T. 1, N197

Les victimes civiles de la Seconde Guerre mondiale durant la bataille de Normandie

La population normande a payé un prix très lourd pour sa libération. Au total on déplore près de 20.000 morts parmi la population civile (14.000 en Basse-Normandie et 6.000 en Haute-Normandie). C'est à dire beaucoup plus que de soldats britanniques ou canadiens (16.000) tués pendant la bataille et autant que les pertes américaines (21.000).



Caen

Ces victimes disparaissent en majorité lors des bombardements aériens alliés qui avaient pour but de ralentir l'arrivée des renforts allemands et de briser les nœuds de communication.

Les raids les plus meurtriers eurent lieu le 6 juin au soir et dans la nuit du 6 au 7 juin 1944. Ils provoquent la destruction de villes telles que Lisieux, Pont-l'Évêque, Caen, Argentan, Flers, Condé-sur-Noireau, Vire, Saint-Lô, Coutances (plus de 3.000 personnes trouvent la mort).

Les tracts lancés dans la journée pour inciter les habitants à fuir n'eurent que peu d'effet. Dans les jours suivants des bombes ravagèrent à leur tour L'Aigle, Avranches, Valognes, Vimoutiers, Falaise, Alençon...

La seconde cause des pertes civiles pendant la bataille de Normandie fut les tirs d'artillerie.

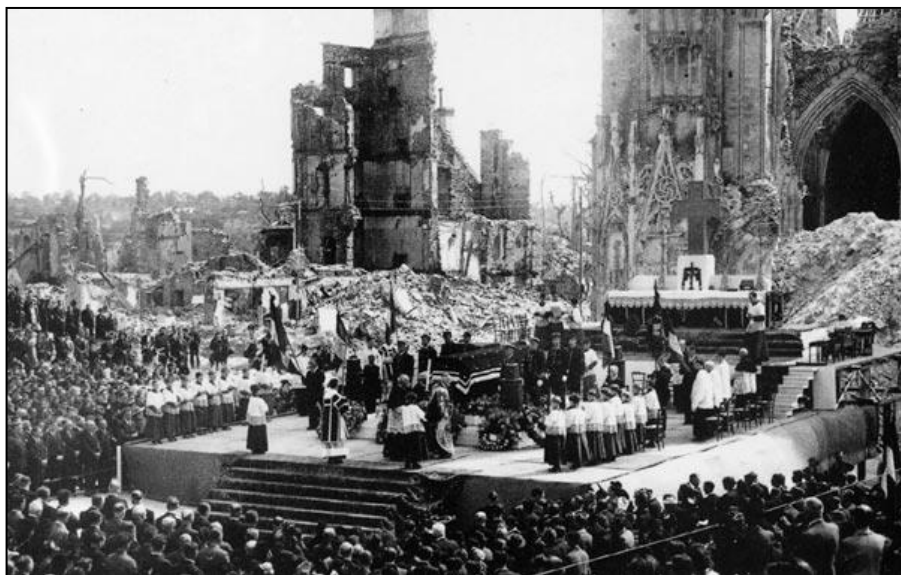
Vient ensuite les mitraillages lors de l'exode sur les routes empruntées par des milliers de gens qui fuyaient les combats.

A Evreux, au Havre et à Rouen on dénombre plus de 3.800 victimes.

Les bombardements du Havre font plus de 2.000 morts auxquels il faut ajouter 330 disparus. C'est une des villes les plus meurtries de France.

Rouen voit disparaître une très grande partie de son patrimoine.

Caen est libérée le 21 juillet au prix d'un vaste champ de ruines, cendres et désolation couvrant les trois quarts de la ville. 2.000 caennais sont morts au cours de l'été 1944 et des milliers d'autres ont été blessés.



Saint Lô surnommée « La capitale des Ruines »

Par ailleurs, il convient de ne pas oublier les Normands exécutés sommairement par les Allemands pour actes de résistance ou pour avoir simplement refusé d'obéir aux ordres donnés (650 pour la Basse-Normandie).

Parmi eux, les 96 patriotes internés à la maison d'arrêt de Caen et massacrés par les Nazis le jour du Débarquement.

On constate ainsi que les pertes sont plus élevées chez les hommes (55 % des victimes) qu'elles ne le sont chez les femmes. Nous savons aussi que les personnes âgées ont payé un tribut supérieur à la moyenne. Si cela ne constitue pas à proprement parler une surprise, par contre et plus inattendu les pertes chez les jeunes et les enfants ont été inférieures. Les victimes ont été proportionnellement plus nombreuses chez les habitants des villes (70%) que chez les ruraux (30%).



Vimoutiers (80% de la cité détruite le 14 juin 1944)

Les belligérants ayant laissé derrière eux d'innombrables mines ou obus non explosés, d'assez nombreuses personnes (cultivateurs, marins et souvent des enfants) furent leurs victimes bien des mois et des années après la Libération.

Dans ces conditions les tâches les plus anodines deviennent dangereuses. Pour le seul département du Calvados, on dénombre plus de trois cents personnes tuées par un engin explosif entre l'automne 1944 et la fin de l'année 1945 (paysans labourant leurs champs, pêcheurs frappés en plein travail par des mines marines, ouvriers employés à des tâches de déblaiement et à la reconstruction).

Les opérations de déminage sont particulièrement lentes à se mettre en place, faute de moyens techniques et de personnel. Il faudra de longues campagnes de presse pour accélérer leur déroulement.

Ce sont 48.500 prisonniers allemands qui ont été employés au déminage avec l'accord des Alliés (en contradiction avec la Convention antérieure de Genève).

Environ 3.000 Français se sont portés volontaires pour assurer le déminage. Dans une conjoncture de chômage ils étaient motivés par un emploi disponible et bien payé (il est vrai que les risques étaient grands).

Les chiffres d'accidents de déminage varient sensiblement selon les sources : 2.500 Allemands auraient été tués (soit environ 5% des effectifs employés) et 180 Français (soit environ 6% des volontaires).

La fin de la période de déminage en France se situe en décembre 1947.

Les chiffres du nombre de civils tués par département normand

Calvados	8.100
Seine-Maritime	4.850
Manche	3.700
Orne	2.100
Eure	900